

§ 4. – Service des Bâtiments

Art. 17. Le règlement définitif du budget du Service des Bâtiments pour l'année budgétaire 2015 est établi comme suit :

| | |
|---|-------------------|
| A) Recettes : | |
| – les prévisions : | 14.683.000,00 EUR |
| – les recettes imputées : | 15.496.200,00 EUR |
| | |
| – la différence entre les recettes imputées et les prévisions | 813.200,00 EUR |
| B) Dépenses : | |
| – les crédits ouverts par l'ordonnance budgétaire | 14.683.000,00 EUR |
| – les dépenses imputées : | 10.239.338,60 EUR |
| | |
| – le montant des crédits à annuler : | 4.443.661,40 EUR |
| C) Résultat : | |
| – les recettes : | 15.496.200,00 EUR |
| – les dépenses : | 10.239.338,60 EUR |
| | |
| ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 2015 un montant positif de : | 5.256.861,40 EUR |
| auquel s'ajoute l'excédent cumulé au 31 décembre 2014 | 22.234.839,93 EUR |
| et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 2015 à : | 27.491.701,33 EUR |

Bruxelles, le 20 juin 2024.

Ministre-Présidente du Collège, en charge de la Promotion de la Santé,
des Familles, du Budget et de la Fonction publique,
B. TRACHTE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/006333]

8 FEVRIER 2024. — Arrêté modificatif de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé

Article 1^{er}. Dans l'ensemble de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, les mots « services actifs en matière de toxicomanie » ou « services actifs en matière de toxicomanies », d'une part, et les mots « service actif en matière de toxicomanie » ou « service actif en matière de toxicomanies », d'autre part, sont remplacés par les mots « services actifs en matière de drogues et addictions », d'une part, et, d'autre part, « service actif en matière de drogues et addictions ».

Art. 2. Dans l'ensemble du même arrêté, les mots « centre de coordination de soins et services d'aide à domicile » sont remplacés par les mots « service de coordination de soins et d'aide à domicile » et les mots « centres de coordination de soins et services d'aide à domicile » sont remplacés par les mots « services de coordination de soins et d'aide à domicile ».

Art. 3. Dans l'ensemble du même arrêté, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « les services du Collège », les mots « de l'administration » sont remplacés par les mots « des services du Collège » et les mots « à l'administration » sont remplacés par les mots « aux services du Collège ».

Art. 4. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1/ le point 4° est abrogé ;
- 2/ l'ancien point 5° devient le nouveau point 4° ;
- 3/ l'ancien point 6° devient le nouveau point 5°.

Art. 5. A l'article 3 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 6. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1/ à l'alinéa 1^{er},
 - les mots « ou par voie électronique » sont insérés entre les mots « par simple courrier » et le mot « , auprès » ;
 - les mots « du membre compétent » sont remplacés par les mots « des services » ;
 - les mots « Le membre compétent du Collège instruit » sont remplacés par les mots « Les services du Collège instruisent » ;
- 2/ à l'alinéa 2,
 - le mot « informe » est remplacé par le mot « informent » ;
 - les mots « Le membre compétent du Collège statue » sont remplacés par les mots « Les services du Collège statuent ».

Art. 7. A l'article 5 du même arrêté, les mots « ou par voie électronique » sont insérés entre les mots « par simple courrier » et le «.». ».

Art. 8. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ les mots « affiche le montant maximum des consultations dans un local accessible au public » sont remplacés par les mots « ambulatoire veille à ce que l'utilisateur ait connaissance du prix de sa consultation et met tout en œuvre pour que ce dernier ait compris la politique tarifaire du service » ;

2/ le mot « bénéficiaires » est remplacé par le mot « usagers ».

Art. 9. L'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. A l'article 9 du même arrêté, les mots « ou par voie électronique » sont insérés entre les mots « par simple courrier » et les mots « des services du Collège ».

Art. 11. A l'article 10 du même arrêté, le mot « bénéficiaires » est remplacé par le mot « usagers ».

Art. 12. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ dans l'alinéa 1^{er}, le nombre « 2008 » est remplacé par le nombre « 2022 » ;

2/ dans l'alinéa 2, le nombre « 2010 » est remplacé par le nombre « 2023 ».

Art. 13. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ un nouveau § 2 est inséré, rédigé comme suit :

« § 2. L'association sans but lucratif qui bénéficie de plusieurs agréments comme service ambulatoire peut remettre, selon les modalités prévues par les services du Collège, un dossier unique comprenant l'ensemble des pièces justificatives pour ses différents agréments. » ;

2/ l'ancien § 2 devient le nouveau § 3.

Art. 14. Dans ce même arrêté, un nouvel article 13*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 13*bis*. En application de l'article 125 du décret, les services ambulatoires transmettent aux services du Collège, pour le 15 avril de l'année suivante au plus tard en annexe des comptes et bilan, un rapport relatif aux recettes afférentes aux honoraires, allocations et participation aux frais perçus par le service ambulatoire auprès des usagers ou d'une institution.

Ce rapport précise la provenance des recettes en fonction du type de missions ou d'activités.

Un modèle de rapport est établi par les services du Collège. ».

Art. 15. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ dans la première phrase de l'alinéa 1^{er}, les mots « et d'un ETP de niveau CESS pour la fonction d'accueil et de secrétariat » sont insérés entre les mots « médecin spécialiste en psychiatrie » et le «. » ;

2/ à l'alinéa 3, le nombre « 45 » est remplacé par le nombre « 71,40 ».

Art. 16. Dans ce même arrêté, un nouvel article 15*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 15*bis*. § 1. En application de l'article 138*ter* du décret, la subvention forfaitaire minimale octroyée au Service de santé mentale pour les activités figurant à l'article 4 § 1, 4^o d), e) et f) s'élève respectivement :

1^o pour les lieux de Liens, à 69 700 euros ;

2^o pour l' « outreaching », à 69 700 euros ;

3^o pour l'offre d'un appui aux autres acteurs de terrain, à 69 700 euros.

Les subventions supplémentaires, prévues au § 1^{er}, peuvent également être affectées aux frais de fonctionnement et/ou de personnels supplémentaires au cadre minimal visé à l'article 34 du décret. ».

Art. 17. A l'article 16 du même arrêté, les mots « ou par voie électronique » sont insérés entre les mots « par simple courrier » et les mots « les services de l'administration du Collège ».

Art. 18. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ dans le § 1^{er}, les mots « sans délai » sont remplacés par les mots « dans les meilleurs délais » ;

2/ le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Chaque service de santé mentale est ouvert tous les jours ouvrables de 10 à 17 heures sans interruption. Il est accessible en dehors de ces heures, 3 heures/semaine au minimum, à répartir après 17 heures ou le samedi. » ;

2/ un § 3 est inséré et rédigé comme suit :

« § 3. L'accueil physique peut être remplacé par une permanence téléphonique lorsque des réunions internes au service ambulatoire nécessitent la présence de l'entièreté de l'équipe. ».

Art. 19. Dans le même arrêté, l'article 18 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. § 1^{er}. En application de l'article 118 du décret, le mode de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont :

1^o 24.720 euros pour 4 équivalents temps plein ;

2^o 26.730 euros pour 5 et 6 équivalents temps plein ;

3^o 28.750 euros pour 7 et 8 équivalents temps plein ;

4^o 30.760 euros pour 9 et 10 équivalents temps plein ;

5^o 32.770 euros pour 11 équivalents temps plein et plus.

§ 2. Un montant supplémentaire de 4.310 euros est octroyé par siège d'activités supplémentaire agréé. ».

Art. 20. Dans ce même arrêté, un nouvel article 18*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 18*bis*. En application de l'article 5*bis* du décret, le service de santé mentale, pour mettre en place une collaboration avec un centre social santé intégré, doit :

1^o procéder à une demande d'extension de cadre, telle que visée aux articles 77 et 78 du décret ;

2° établir une convention de collaboration avec le centre social santé intégré concerné qui prévoit le temps de travail pendant lequel le ou les travailleurs sont présents au sein du centre social santé intégré. ».

Art. 21. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ dans le § 1^{er}, les mots « sans délai » sont remplacés par les mots « dans les meilleurs délais » ;

2/ dans le § 2,

- le mot « bénéficiaires » est remplacé par le mot « usagers » ;

- les mots « , des modes d'intervention » sont insérés entre les mots « usagers » et « et des missions » ;

3/ un § 3 est inséré, rédigé comme suit :

« § 3. L'accueil physique peut être remplacé par une permanence téléphonique lorsque des réunions internes au service ambulatoire nécessitent la présence de l'entière de l'équipe. »

Art. 22. Dans ce même arrêté, un nouvel article 20bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 20bis. En application de l'article 8bis du décret, le service actif en matière de drogues et addictions, pour mettre en place une collaboration avec un centre social santé intégré, doit :

1° procéder à une demande d'extension de cadre, telle que visée aux articles 77 et 78 du décret ;

2° établir une convention de collaboration avec le centre social santé intégré concerné qui prévoit le temps de travail pendant lequel le ou les travailleurs sont présents au sein du centre social santé intégré. ».

Art. 23. A l'article 21 du même arrêté, le nombre « 14.750 » est remplacé par le nombre « 20.480 ».

Art. 24. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. En application de l'article 127 du décret, les moyens complémentaires pour frais de personnel et frais de fonctionnement sont calculés en fonction des critères suivants :

1° Octroi des frais de personnel

a) Au-delà de l'exercice de 4 missions, la reconnaissance d'une mission supplémentaire ouvre le droit à l'octroi de 0,5 ETP.

b) La reconnaissance d'un siège d'activité supplémentaire ouvre le droit à l'octroi de 0,5 ETP par siège d'activité. On entend par siège d'activité le lieu dans lequel au moins une des missions est exercée à concurrence de 0,5 ETP.

c) Le développement d'une approche spécifique garantissant la diversité des pratiques ouvre le droit à un maximum de 4 ETP supplémentaires.

2° Octroi des frais de fonctionnement

a) Au-delà d'une équipe de 4 ETP, octroi de 4.100 euros par ETP supplémentaire.

b) Lorsque le personnel preste :

- à mi-temps dans un siège d'activité supplémentaire, il ouvre le droit à 4.100 euros de frais de fonctionnement ;
- à mi-temps dans 2 sièges d'activité supplémentaires, et plus, il ouvre le droit à 8.200 euros de frais de fonctionnement ;

- à temps plein dans un siège d'activité supplémentaire, il ouvre le droit à 8.200 euros de frais de fonctionnement ;
- à temps plein dans 2 sièges d'activité supplémentaires et plus, il ouvre le droit à 16.390 euros de frais de fonctionnement.

c) La reconnaissance du développement d'une approche spécifique ouvre le droit à un maximum de 61.470 euros de frais de fonctionnement. ».

Art. 25. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Art. 26. L'article 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. § 1^{er} L'équipe minimale visée à l'article 39 du décret dispose, au moins, de trois équivalent temps plein assistants sociaux et d'un équivalent temps plein remplissant la fonction administrative.

§ 2 En application de l'article 39, paragraphe 2, et afin de veiller au meilleur accès possible aux services, de répondre aux besoins de développement territorial, et de soutenir les expertises spécifiques quant aux thématiques et/ou publics cibles, des moyens complémentaires pour frais de personnel peuvent être octroyés :

- pour le développement de l'accessibilité par l'élargissement de l'offre et l'adaptation spécifique de l'offre aux personnes et/ou aux enjeux et/ou aux caractéristiques de l'environnement, un maximum de 9 ETP ;

- pour le développement d'antennes supplémentaires, 0,5 ETP par antenne ;

- pour le développement d'expertises spécifiques quant à certaines thématiques/et ou publics, un maximum de 3 ETP ».

Art. 27. Dans ce même arrêté, un nouvel article 24bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 24bis. En application de l'article 9 du décret, le centre d'action sociale globale développe, selon les besoins des usagers, trois modes d'intervention qui peuvent se combiner :

1° L'action collective :

a) vise à induire, à élaborer et à apporter aux usagers, en interaction avec leur milieu de vie, des réponses collectives à des problématiques individuelles, à restaurer des liens sociaux ainsi qu'une dynamique de solidarité et de prise de responsabilité entre les personnes ;

b) offre aux usagers des activités de groupe, des connaissances et des outils méthodologiques susceptibles de révéler leur savoir-faire et d'acquérir ou développer leurs capacités personnelles et leur autonomie.

2° L'action sociale communautaire :

a) vise à induire, à élaborer, à initier et à développer, avec et pour les usagers, des réponses collectives à des problématiques collectives, des actions concrètes favorisant leur participation et cohabitations sociales et culturelles ainsi que la prévention et la lutte contre l'isolement et les mécanismes d'exclusion sociale et culturelle ;

b) se fonde sur :

1. l'identification des problématiques sociales qui apparaissent à travers les actions du centre d'action sociale globale, l'exploration de leur nature et de leur étendue et la formulation opérationnelle de changements sociaux et structurels recherchés ;

2. la détermination des instruments et moyens requis pour réaliser ces changements, en tenant compte des potentialités des usagers, des ressources internes et externes au centre d'action sociale globale et des moyens supplémentaires à mettre en œuvre pour remédier aux carences et difficultés répertoriées ;

3. l'implication et la complémentarité, existantes ou à mettre en œuvre, des différents intervenants politiques, institutionnels, administratifs et associatifs concernés par les problématiques sociales des usagers.

3° L'aide individuelle vise à :

a) aider l'utilisateur à surmonter les difficultés propres à sa situation, à l'accompagner concrètement dans ses démarches juridiques et administratives et à le rencontrer dans son milieu de vie, si nécessaire ;

b) répondre aux situations de crise, à prévenir la rupture ou la dégradation de la situation de l'utilisateur, dans ou avec son milieu de vie ;

c) lui fournir les informations requises pour qu'il puisse faire valoir ses droits fondamentaux et accéder à tous les services et institutions d'aide aux personnes et de la santé ainsi qu'à toutes les ressources sociales, sanitaires, culturelles et d'éducation permanente présentes dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

d) orienter et soutenir l'utilisateur dans l'élaboration ou la mise en œuvre de solutions personnelles. ».

Art. 28. A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ dans la première phrase, le point « 2° » est remplacé par point « 3° » ;

2/ au point 1°, les mots « le coordinateur général » sont remplacés par les mots « la personne en charge de la coordination » ;

3/ au point 3° le mot « peut » est remplacé par le mot « peuvent ».

Art. 29. L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. En application de l'article 39, § 3, du décret, le temps de travail subventionné de coordination est lié au temps de travail subventionné de la fonction sociale. Il progresse de la manière suivante :

1° à partir de 3 ETP de fonction sociale, est compris 0.50 ETP de fonction de coordination et ;

2° à partir de 4 ETP de fonction sociale, est compris 1 ETP de fonction de coordination. ».

Art. 30. L'article 27 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. En application de l'article 100 du décret, l'accessibilité aux personnes est garantie au minimum 30 heures par semaine selon des modalités de contact définies par le centre, et la permanence sociale physique, libre et sans rendez-vous, est assurée à hauteur de minimum 4 heures par semaine par ETP assistant social et plafonnée à 20 heures par semaine et par centre, réparties dans l'ensemble de ses sièges d'activités, le cas échéant. Cette accessibilité et cette permanence sociale sont assurées au moins 230 jours par an. ».

Art. 31. A l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au point 1°, le nombre « 23.500 » est remplacé par le nombre « 36.590 » ;

2/ au point 2°,

- le nombre « 1.900 » est remplacé par le nombre « 2.640 » ;

- le nombre « 2,5 » est remplacé par le chiffre « 4 ».

Art. 32. A l'article 29 du même arrêté, le nombre « 250 » est remplacé par le nombre « 350 ».

Art. 33. A l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ le mot « et » est remplacé par une virgule ;

2/ les mots « et de 0.25 ETP de fonction de coordination » sont insérés entre les mots « de 0.16 ETP médecin » et le « . ».

Art. 34. A l'article 31, § 2, première phrase, du même arrêté, le mot « les » est remplacé par les mots « au moins 75 % des heures de ».

Art. 35. Dans le même arrêté, un article 31bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 31bis. En application de l'article 13, § 2, alinéa 3, du décret, le centre de planning familial doit proposer aux usagers au minimum 35 heures par an d'animation d'éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle en milieu scolaire. ».

Art. 36. Dans le même arrêté, un article 31ter est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 31ter. En application de l'article 13bis du décret, le centre de planning familial, pour mettre en place une collaboration avec un centre social santé intégré, doit :

1° procéder à une demande d'extension de cadre, telle que visée aux articles 77 et 78 du décret ;

2° établir une convention de collaboration avec le centre social santé intégré concerné qui prévoit le temps de travail pendant lequel le ou les travailleurs sont présents au sein du centre social santé intégré. ».

Art. 37. A l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ la mention « § 1^{er}. » est abrogée ;

2/ le nombre « 5.750 » est remplacé par le nombre « 7.990 » ;

3/ le nombre « 24.230 » est remplacé par le nombre « 33.650 » ;

4/ le § 2 est abrogé.

Art. 38. A l'article 33 du même arrêté, le nombre « 21 » est remplacé par le nombre « 28,30 ».

Art. 39. A l'article 34, première phrase, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ le mot « et » est abrogé ;

2/ les mots « et de prévention et animation » sont insérés entre le mot « juridique » et les termes « , toutes ».

Art. 40. L'article 35 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. § 1. En application de l'article 100 du décret, la maison médicale est ouverte au minimum 50 heures par semaine pendant lesquelles la permanence d'accueil physique est organisée. Ces 50 heures peuvent être réparties sur 5 ou 6 jours ouvrables.

En dérogation au § 1^{er}, l'accueil physique peut être remplacé par une permanence téléphonique lorsque des réunions internes au service ambulatoire nécessitent la présence de l'entièreté de l'équipe. ».

Art. 41. A l'article 36 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ le nombre « 9.640 » est remplacé par le nombre « 13.390 » ;

2/ le nombre « 1.000 » est remplacé par le nombre « 1.110 ».

Art. 42. A l'article 36*bis* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ le nombre « 30 » est remplacé par le nombre « 40,40 » ;

2/ un deuxième alinéa est inséré, libellé comme suit : « La fonction de santé communautaire ne peut pas être exercée par plus de 3 membres de l'équipe. ».

Art. 43. Dans le même arrêté, un article 36*ter* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 36 *ter*. Une personne engagée dans le cadre d'une extension de cadre, telle que prévue à l'article 44*bis* du décret, doit au minimum être titulaire d'un diplôme supérieur de type court en assistant social. ».

Art. 44. Dans le même arrêté, un article 37*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 37*bis*. En application de l'article 17*bis* du décret, le service de médiation de dettes, pour mettre en place une collaboration avec un centre social santé intégré, doit :

1° procéder à une demande d'extension de cadre, telle que visée aux articles 77 et 78 du décret ;

2° établir une convention de collaboration avec le centre social santé intégré concerné qui prévoit le temps de travail pendant lequel le ou les travailleurs sont présents au sein du centre social santé intégré. ».

Art. 45. A l'article 37/1 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ le nombre « 7.000 » est remplacé par le nombre « 13.430 » ;

2/ le nombre « 1.000 » est remplacé par le nombre « 1.390 » ;

3/ le nombre « 1,16 » est abrogé ;

4/ les mots « prévus dans l'équipe » sont insérés entre les mots « au-delà des ETP » et les mots « de base ».

Art. 46. L'article 38 du même arrêté est abrogé.

Art. 47. L'article 49 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 49. En application de l'article 54 du décret, les critères relatifs aux dossiers de coordination actifs entrant en compte pour la détermination de la catégorie sont :

1° le nombre d'usagers pour lesquels un dossier de coordination est actif par année civile, c'est-à-dire qui reprend au minima la coordination de trois services tels que cités à l'article 52, § 1^{er}, du décret ;

2° le nombre de visites à domicile organisées par les coordinateurs d'aide et de soins du service ;

3° l'utilisation d'un questionnaire à usage de l'utilisateur ou de son entourage sur les soins et services prestés.

Ce questionnaire est joint au dossier individuel de l'utilisateur après trois mois de prise en charge ou à la fin de celle-ci si la période de prise en charge est plus courte.

| | catégorie 1 | catégorie 2 | catégorie 3 |
|--|-------------|-------------|-------------|
| nombre d'usagers d'un dossier de coordination actif | 110 | 200 | 360 |
| nombre de visites à domicile effectuées par les coordinateurs d'aide et de soins | 220 | 400 | 720 |

Art. 48. L'article 50 du même arrêté est abrogé.

Art. 49. A l'article 51 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ les mots « coordinateur » sont remplacés par les mots « coordinateur d'aide et de soins » ;

2/ au point 1°, le chiffre « 2 » est remplacé par le nombre « 2,5 » ;

3/ au point 2°, première phrase,

- le chiffre « 3 » est remplacé par le chiffre « 4,5 » ;

- le nombre « 0,5 » est remplacé par le chiffre « 1 » ;

4/ au point 3°,

- le chiffre « 4 » est remplacé par le chiffre « 8 » ;

- au 3°, les mots « de jour et de 4 ETP coordinateur de nuit » sont abrogés.

Art. 50. A l'article 52 du même arrêté,

1/ au § 2,

- les mots « du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « de l'utilisateur » ;
- le mot « centre » est remplacé par le mot « service » ;
- les mots « de services » sont remplacés par les mots « d'aide » ;

2/ au § 3, 3°, les termes « , seniors » sont abrogés.

Art. 51. Dans le même arrêté, un article 53bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 53bis. En application de l'article 24 du décret, le service de coordination de soins et d'aide à domicile, pour mettre en place une collaboration avec un centre social santé intégré, doit :

1° procéder à une demande d'extension de cadre, telle que visée aux articles 77 et 78 du décret ;

2° établir une convention de collaboration avec le centre social santé intégré concerné qui prévoit le temps de travail pendant lequel le ou les travailleurs sont présents au sein du centre social santé intégré. ».

Art. 52. A l'article 54 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au point 1°, les mots « du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « de l'utilisateur » ;

2/ au point 2°, les mots « de services » sont remplacés par les mots « d'aide ».

Art. 53. A l'article 55 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au point 1°, le nombre « 17.700 » est remplacé par le nombre « 24.580 » ;

2/ au point 2°, le nombre « 35.400 » est remplacé par le nombre « 49.160 » ;

3/ au point 3°, le nombre « 70.800 » est remplacé par le nombre « 98.310 ».

Art. 54. A l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au § 1^{er},

- le nombre « 15 » est remplacé par le nombre « 21 » ;
- le nombre « 2.950 » est remplacé par le nombre « 4.100 » ;
- le nombre « 5.900 » est remplacé par le nombre « 8.200 » ;
- le nombre « 8.850 » est remplacé par le nombre « 12.290 » ;

2/ au § 2,

- les mots « du service de catégorie 3 » sont supprimés ;
- le nombre « 26 » est remplacé par le nombre « 36,10 ».

Art. 55. L'article 57 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 57. En application de l'article 58, § 4, l'équipe agréée et subventionnée est composée comme suit :

1° pour la catégorie 1 : 0,25 ETP titulaire d'un diplôme supérieur de type long et 0,5 ETP secrétaire ;

2° pour la catégorie 2 : 0,75 ETP titulaire d'un diplôme supérieur de type long et 0,5 ETP secrétaire ;

3° pour la catégorie 3 : 0,75 ETP titulaire d'un diplôme supérieur de type long et 4,5 ETP titulaire d'un diplôme supérieur de type court et 1 ETP secrétaire. ».

Art. 56. A l'article 58 du même arrêté, le point « 1° » est remplacé par « § 3, ».

Art. 57. L'article 59 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 59. En application de l'article 118 du décret, le montant de base de la subvention relative aux frais de fonctionnement du service ambulatoire est de 16.540 euros minimum auxquels s'ajoutent 12.450 euros par mission supplémentaire. Une partie des frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de garde. ».

Art. 58. A l'article 60 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au § 1^{er}, le mot « , seniors » est abrogé ;

2/ au § 2, les mots « et seniors » sont abrogés.

Art. 59. L'article 61 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61. En application de l'article 130 du décret, les modalités concernant l'organisation du service d'aide à domicile en équipe sont fixées de la manière suivante.

1° Par tranche de 15 ETP aides, les services d'aide à domicile doivent occuper au moins 1 ETP de personnel assistant social ou assimilé, responsable d'équipe. Celui-ci peut remplir, outre les missions visées au 2° de l'article 130 du décret, les missions du point de contact telles que définies à l'article 111 du décret, lorsque le service d'aide à domicile ne répond pas à la condition nécessaire pour la désignation d'un responsable de service.

2° En dessous de 15 ETP aides, les services d'aide à domicile doivent tout de même disposer d'au moins 1 ETP de personnel assistant social ou assimilé, responsable d'équipe.

3° Le responsable d'équipe assure l'encadrement des usagers en accomplissant les tâches suivantes.

a) Il réalise l'enquête sociale à domicile. Les rapports d'enquêtes sociales concernant les, bénéficiaires usagers doivent avoir lieu chaque fois que la situation de l'utilisateur le nécessite et au moins une fois par an.

b) Il assure la responsabilité de l'octroi, de l'interruption ou du refus de l'aide.

En cas d'octroi, il élabore un projet d'intervention, assure le suivi social de l'utilisateur et rédige un rapport social pour chaque usager. En cas d'interruption ou du refus de l'aide, il rédige un rapport motivé qu'il joint au dossier de l'utilisateur.

c) Il informe, dans le respect de la déontologie, les membres proches de la famille de l'utilisateur, le médecin traitant, la personne de confiance ou le service de coordination de soins et d'aide à domicile qui en a la charge, de toute évolution de l'état de santé physique ou psychique ou de tout fait qui risque de mettre l'utilisateur ou autrui en situation de danger.

d) Il organise, en collaboration avec les aides familiaux, les démarches administratives nécessaires au rétablissement des droits de l'usager.

e) Il participe aux réunions de coordination externe rassemblant un ou plusieurs intervenants extérieurs au service ambulatoire et un ou plusieurs aides. Ces réunions ont pour objet d'évaluer la situation des usagers. Elles ne peuvent excéder, en moyenne, vingt heures par an et par aide.

3°. L'encadrement des aides par le responsable d'équipe comprend notamment :

a) la réalisation des horaires hebdomadaires ;

b) le suivi journalier des horaires ainsi que le contrôle des documents imposés par les services du Collège ;

c) l'organisation et l'animation de réunions hebdomadaires de coordination interne de l'équipe dont la durée ne peut être inférieure à une heure, pour chaque aide, par semaine, et ne peut excéder une moyenne de deux heures par aide et par semaine sauf dérogation accordée par les services du Collège.

4° Le responsable d'équipe est au moins titulaire d'un diplôme de bachelier professionnalisant à orientation psycho-médico-sociale.

5° Les rapports d'enquêtes sociales annuelles concernant les usagers doivent être conformes au modèle fixé par les services du Collège.

6° a) Dans les services d'aide à domicile de plus de 20 ETP aides, le service ambulatoire désigne un responsable de service qui coordonne les équipes en collaboration avec les responsables d'équipes.

b) Dans les services d'aide à domicile qui emploient plus de 20 aides à TP et moins de cent aides à temps plein, le responsable de service peut, également, exercer les fonctions d'un responsable d'équipe. Le responsable de service assure les missions du coordinateur général.

c) Dans les services d'aide à domicile de plus de 100 aides ETP, le service d'aide à domicile désigne un directeur qui assure la fonction de coordinateur général et coordonne les responsables de services et d'équipes.

7° Le responsable de service est au moins titulaire d'un master ou d'un bachelier professionnalisant de type juridique, social, médical ou paramédical.

8° La coordination et la transmission des informations nécessaires à la bonne gestion des équipes nécessitent, de la part des responsables d'équipe, qu'ils communiquent au responsable de service tout fait susceptible de réorienter l'organisation de l'aide notamment :

a) en cas de préavis, de congé de maternité ou d'accident de travail ainsi que les autres circonstances susceptibles d'entraver le bon déroulement de l'aide à apporter à l'usager ;

b) de tout changement survenu chez un usager, tel que son hospitalisation ou son décès.

9° a) Pour les services d'aide à domicile de moins de cent aides ETP, le service d'aide à domicile est tenu de prévoir un encadrement supplémentaire lorsque le nombre d'aides, en activité, dépasse de 5 un multiple de 20, et ce, pendant une période de deux trimestres consécutifs.

b) Pour les services d'aide à domicile de plus de cent aides ETP, le service d'aide à domicile est tenu de prévoir un encadrement supplémentaire lorsque le nombre total d'aides, en activité, dépasse de 10 % la norme visée à l'article 130 du décret.

c) Ne sont pas compris dans le personnel en activité, les aides en pause carrière, en congé de maladie de longue durée, en congé d'écartement ou en congé sans solde.

10° Le service d'aide à domicile occupe un travailleur administratif à temps plein pour 35 aides à temps plein. ».

Art. 60. A l'article 63 du même arrêté, les mots « du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « de l'usager », le mot « bénéficiaires » est remplacé par le mot « usagers » et les mots « au bénéficiaire » sont remplacés par les mots « à l'usager ».

Art. 61. A l'article 68 du même arrêté, le mot « ambulatoire » est inséré entre le mot « service » et les mots « dans les soixante ».

Art. 62. A l'article 69 du même arrêté, les mots « du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « de l'usager » et les mots « le bénéficiaire » sont remplacés par les mots « l'usager ».

Art. 63. A l'article 70 du même arrêté, les mots « le bénéficiaire » sont remplacés par les mots « l'usager ».

Art. 64. A l'article 71 du même arrêté, le mot « bénéficiaire » est remplacé par le mot « usager ».

Art. 65. A l'article 73 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ les mots « et seniors » sont abrogés ;

2/ au point 1°,

- au littera a),

o le mot « et seniors » sont abrogés ;

o les mots « du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « de l'usager » ;

- au littera e), le mot « ambulatoire » est inséré entre le mot « service » et les mots « comporte plus » ;

3/ au point 2°, les mots « ou senior » sont supprimés ;

4/ au point 3°, littera a), les mots « du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « de l'usager » ;

5/ au point 4°, les termes « , seniors » sont abrogés ;

6/ au point 7°, les mots « au début d'un trimestre. » sont remplacés par les mots « le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot ; » ;

7/ un point 8° est inséré, libellé comme suit : « 8° Une partie des heures de contingent peut être dédiée à du mentorat. Ces heures peuvent être comptabilisées comme des heures prestées. Le Ministre fixe la proportion maximale d'heures du contingent total qui peuvent être comptabilisées comme tel. Ce nombre ne peut dépasser 0,1 % . ».

Art. 66. L'article 74 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 74. La subvention relative aux prestations des aides familiaux est plafonnée à 4/5ème du nombre maximum d'heures de prestations subventionnées fixé annuellement par le Collège de la Commission communautaire française. Elle est plafonnée à 2/5ème de ces heures pour les aides ménagers.

L'activité de distribution de repas est plafonnée à 20% du contingent annuel attribué à chaque service d'aide à domicile. ».

Art. 67. A l'article 76, alinéa 1e, du même arrêté, les mots « trente heures » sont remplacés par les mots « trente-six heures ».

Art. 68. L'article 77 du même arrêté est abrogé.

Art. 69. Dans le même arrêté, un article 76bis est ajouté et rédigé comme suit :

« Art. 76bis : En application de l'article 135 du décret, l'avance des deux premiers trimestres de l'année est liquidée au plus tard le 15 février. Elle est égale à nonante-cinq pour cent du montant de la subvention des deux premiers trimestres de l'année précédente. L'avance du troisième trimestre est liquidée pour le 1^{er} juin et est égale à nonante-cinq pour cent du montant de la subvention du troisième trimestre de l'année précédente. L'avance du quatrième trimestre est liquidée pour le 1^{er} septembre et est égale à nonante-cinq pour cent du montant de la subvention du quatrième trimestre de l'année précédente. Le solde est liquidé pour le 31 octobre au plus tard de l'année qui suit l'exercice pour autant que le service d'aide à domicile ait transmis le bilan et le compte de recettes et de dépenses au plus tard le 30 juin de l'année qui suit. »

Art. 70. A l'article 78 du même arrêté, le nombre « 132.760 » est remplacé par le nombre « 184.330 ».

Art. 71. A l'article 79 du même arrêté, le nombre « 50.200 » est remplacé par le nombre « 69.700 ».

Art. 72. Dans le même arrêté, un article 79bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 79bis. En application de l'article 138 du décret, les frais de fonctionnement, de promotion, de formation ou de personnel supplémentaire au cadre minimum visé à l'article 63 du décret et qui sont liées aux missions spécifiques visées à l'article 31bis s'élèvent à 50.000 euros. ».

Art. 73. Dans le Titre II, Chapitre III du même arrêté, il est inséré une section III intitulée « Section III. - Normes et dispositions relatives au centre social santé intégré ».

Art. 74. Dans la section III, insérée par l'article 72 du présent arrêté, de nouveaux articles 79ter, 79quater, 79quinquies, 79sexies, 79septies, 79octies, 79nonies et 79decies sont insérés et rédigés comme suit :

« Art. 79ter. § 1. En application de l'article 66 du décret, le centre social santé intégré transmet aux services du Collège un dossier de demande d'agrément comprenant :

- les moyens mis en œuvre afin de respecter les missions citées à l'article 31quater du décret 1° à 12° ;
- les méthodes d'intervention, activités, modalités d'action mises en œuvre pour répondre aux missions du décret ;
- la manière dont les accompagnements en santé somatique, santé mentale, ou d'action sociale, sont intégrés autour de l'utilisateur ;
- les horaires et règles d'accessibilité du service ;
- la politique tarifaire du service.

§ 2. Le centre social santé intégré qui exerce une fonction inclusive précise dans le dossier les éléments relatifs à la mise en œuvre des trois modalités prévues par l'article 31quinquies du décret.

§ 3. Les services du Collège élaborent un modèle de dossier comprenant les différents éléments relatifs au respect des missions et des conditions d'agrément du centre social santé intégré.

Art. 79quater. § 1. En application des articles 63ter et 100 du décret, le centre social santé intégré est ouvert et accessible du lundi au vendredi de 8 heures à 19 heures.

§ 2. Le service ambulatoire garantit également :

- 1° une continuité médicale en dehors des heures de la garde bruxelloise ;
- 2° une accessibilité sans rendez-vous de minimum une heure par jour pour des demandes liées à la santé somatique.
- 3° une offre en accompagnement social et son accessibilité aux usagers d'au minimum 30 heures par semaine selon des modalités de contact définies par le service ;
- 4° une permanence sociale physique, libre et sans rendez-vous, à hauteur de minimum 4 heures par semaine par ETP assistant social et plafonnée à 20 heures par semaine et par centre, réparties dans l'ensemble de ses sièges d'activités, le cas échéant. Cette accessibilité et cette permanence sociale sont assurées au moins 230 jours par an ;
- 5° des plages de rendez-vous sociales et psychologiques jusque 19 heures au minimum une fois par semaine ;
- 6° des plages horaires durant lesquelles des consultations sont adaptées à la situation des usagers afin de prendre en charge les situations les plus problématiques, multidimensionnelles, les publics éloignés du soin.

§ 3. Le service précise dans le dossier transmis aux services du Collège de quelle manière ces dispositions sont organisées.

Art. 79quinquies. § 1^{er}. En application de l'article 31quater, § 1^{er}, du décret, le centre social santé intégré organise des actions communautaires avec les usagers dont la fréquence, les objectifs et les modalités de travail sont précisées dans le dossier de demande d'agrément.

§ 2. Le centre social santé intégré garantit qu'une partie de ces actions est accessible sans inscription préalable et décrit les modalités d'accès à ces actions dans le dossier d'agrément.

Art. 79sexies. § 1^{er}. En application de l'article 31quinquies du décret, le centre social santé intégré qui exerce une fonction inclusive doit prendre en charge au minimum 10% d'usagers ayants droit à l'aide médicale urgente (AMU) émise par les centres publics d'action sociale ou au réquisitoire émis par FEDASIL parmi les usagers inscrits au forfait ou pour lesquels un dossier médical global est ouvert.

La période de référence de facturation est d'une durée de 12 mois.

§ 2. Le centre social santé intégré qui exerce une fonction inclusive participe aux instances et aux dispositifs mis en œuvre par les pouvoirs publics lors de l'émergence de situation de crise sociale ou sanitaire. Le service ambulatoire peut être amené à mettre à disposition du personnel ou des locaux dans ces situations.

§ 3. La fonction inclusive est financée à concurrence de 0,5 ETP.

Art. 79septies. En application de l'article 31quater, § 1^{er}, du décret, le centre social santé intégré met en place des dispositifs de liaison interprofessionnelle via des réunions interdisciplinaires, des rencontres entre travailleurs des différents services du centre social santé intégré, des rencontres sectorielles et des rencontres thématiques.

Les dispositifs de liaison interprofessionnelle doivent être organisés autour de l'utilisateur afin de favoriser la collaboration et l'interdisciplinarité des prises en charge des usagers et ouvrir des espaces de supervision autour des usagers. Dans ce cadre, le dossier individuel doit inclure un volet d'accompagnement interprofessionnel avec le type de prestations effectuées (santé somatique, santé mentale, action sociale) et les réorientations vers d'autres professionnels le cas échéant.

Les modalités relatives aux dispositifs de liaison interprofessionnelles sont précisées dans le dossier d'agrément.

Art. 79octies. En application de l'article 104, § 2, du décret, le rapport d'activités du centre social santé intégré est établi dans le respect des prescriptions applicables à chaque agrément dont il bénéficie.

Art. 79nonies. § 1^{er}. L'accompagnement visé par l'article 31sexies du décret est assuré par les organismes représentatifs et de coordination des maisons médicales et des centres d'action social globale.

Les organismes concluent à cet effet une convention de collaboration.

§ 2. L'accompagnement vise le développement de centres social santé intégrés.

Il peut consister à :

- créer des ponts entre les organismes représentatifs et de coordination impliqués pour retirer une expérience commune de l'accompagnement de structures en social et en santé ;
- créer les outils d'accompagnement au processus de création adaptés aux spécificités des CSSI ;
- informer les porteurs de projet de nouveaux CSSI lors de séances d'information au sujet du processus et étapes à franchir ;
- mettre en réseau les projets avec les acteurs de l'action sociale et de la santé du quartier du lieu d'implantation pour une aide au diagnostic des besoins, et orienter vers les structures adéquates pour ce diagnostic ;
- accompagner les porteurs de projet de nouveaux CSSI dans les différentes étapes du processus de création d'un CSSI ;
- insister sur le bon ordonnancement des étapes du processus et de la priorisation des actions ;
- accompagner le processus de demande d'agrément ;
- accompagner les services pendant deux ans suite à la création des CSSI ;
- organiser des réunions conjointes entre les différents secteurs concernés pour vérifier l'adéquation du projet avec les différentes missions spécifiques ;
- favoriser l'émergence de nouveaux projets par la mise en réseau et promouvoir le dispositif auprès de porteurs potentiels.

§ 3. Les organismes peuvent bénéficier d'une subvention spécifique et forfaitaire de 80.000 euros.

Cette subvention est accordée sur demande pour une durée de deux ans.

La demande est introduite auprès des services du Collège.

Elle mentionne :

- le type d'accompagnement qui sera offert ;
- les outils qui seront mis à disposition ;
- le nombre de services qui seront pris en charge par an ;
- un plan détaillé des actions, moyens, prestations et ressources mis en œuvre.

La subvention peut être renouvelée moyennant évaluation de l'activité et établissement d'un nouveau plan au minimum 3 mois avant l'échéance de la période de deux ans précédente.

Art. 79decies. § 1^{er}. En application de l'article 118 du décret, les modes de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont les suivants pour le centre social santé intégré constitué conformément à l'article 63bis, 1^o du même décret :

1^o un montant de 40.000 euros est octroyé pour l'équipe visée aux cinq premiers tirets de l'article 63quinquies du décret ;

2^o un montant supplémentaire de 2.640 euros est octroyé au prorata du nombre d'ETP agréés au-delà de l'équipe visée au point 1^o ;

3^o un montant forfaitaire de 30.000 euros destiné à la fonction psychologique.

§ 2. En application de l'article 118 du décret, les modes de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont les suivants pour le centre social santé intégré constitué conformément à l'article 63bis, 2^o et 3^o du décret : un montant forfaitaire de 30.000 euros destiné à la fonction psychologique. ».

Art. 75. L'intitulé du titre III du même arrêté est remplacé par « TITRE III. Les organismes représentatifs et de coordination sectorielle ».

Art. 76. L'article 80 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 80. § 1^{er}. En application de l'article 147, § 1^{er}, du décret, l'organisme représentatif et de coordination sectorielle introduit une demande d'agrément, par simple courrier ou par voie électronique, auprès des services du Collège. ».

Art. 77. A l'article 81 du même arrêté, les mots « Le membre du Collège instruit » sont remplacés par les mots « Les services du Collège instruisent ».

Art. 78. L'article 82 du même arrêté est abrogé.

Art. 79. A l'article 83 du même arrêté, les mots « et de coordination sectorielle » sont insérés entre les mots « organisme représentatif » et les mots « pour la première fois ».

Art. 80. Dans le même arrêté, un article 83bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 83bis. En application de l'article 142, § 1^{er}, 7^o, du décret, la mission de centralisation des données anonymisées confiée aux organismes représentatifs et de coordination sectorielle, relatif pour le secteur des aux services actifs en matière de drogues et addictions, peut être déléguée à un service de support en promotion de la santé. ».

Art. 81. A l'article 84, alinéa 2, du même arrêté, le nombre « 2007 » est remplacé par le nombre « 2022 ».

Art. 82. Dans le même arrêté un titre IIIbis est inséré et intitulé « TITRE IIIbis. - Les organismes représentatifs et de coordination intersectorielle ».

Art. 83. A l'article 86 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au point 1^o, le nombre « 236.700 » est remplacé par le nombre « 328.650 » ;

2/ au point 2^o, le nombre « 128.900 » est remplacé par le nombre « 178.970 » ;

3/ au point 3^o, le nombre « 91.420 » est remplacé par le nombre « 126.940 ».

Art. 84. Dans le titre IIIbis, inséré par l'article 80 du présent arrêté, un chapitre I est inséré et intitulé « CHAPITRE I^{er}. - Procédure d'agrément ».

Art. 85. Dans le chapitre I, inséré par l'article 82 du présent arrêté, de nouveaux articles 86bis, 86ter, et 86quater sont insérés et rédigés comme suit :

« Art. 86bis. L'organisme représentatif et de coordination intersectorielle introduit une demande d'agrément, par simple courrier ou par voie électronique, auprès des services du Collège.

Art. 86ter. Les services du Collège instruisent la demande d'agrément et les procédures d'octroi, de refus, de modification, de retrait d'agrément ou de modification contrainte d'agrément et de fermeture volontaire conformément à l'article 168quinquies du décret

Art. 86quater. En application des articles 168bis et 168ter du décret, tous les services ambulatoires agréés peuvent être membres de droit de l'organismes représentatif et de coordination intersectorielle, à condition qu'ils en fassent la demande. ».

Art. 86. Dans le titre IIIbis, inséré par l'article 80 du présent arrêté, un chapitre II est inséré et intitulé « CHAPITRE II. - Normes et dispositions relatives aux subventions ».

Art. 87. Dans le chapitre II, inséré par l'article 84 du présent arrêté, de nouveaux articles 86quinquies, 86sexies, 86septies et 86octies sont insérés et rédigés comme suit :

« Art. 86quinquies. Le rapport visé à l'article 163, § 1^{er}, du décret est transmis par l'organisme représentatif et de coordination intersectorielle pour la première fois trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le rapport visé au § 2 du même article est transmis dans un délai de six mois après le rapport visé au 1^{er} alinéa.

Art. 86sexies. Les pièces justificatives visées à l'article 165, § 2, du décret sont conformes au modèle fourni par les services du Collège et doivent comporter au minimum :

1^o le compte individuel de chaque membre de l'équipe ;

2^o l'attestation prouvant le paiement des cotisations O.N.S.S. ;

3^o l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel ;

4^o la preuve du paiement des honoraires aux indépendants ;

5^o une copie du compte de recettes et dépenses et du bilan approuvés par l'assemblée générale ;

6^o s'il échoit, la preuve du dépôt des comptes et bilan au greffe du Tribunal de commerce.

Art. 86septies. En application de l'article 173 du décret, chaque année, le Collège octroie à l'organisme représentatif et de coordination intersectorielle un montant forfaitaire de 55.000 euros. Il est inclus dans les avances visées à l'article 119 du décret et est justifié conformément aux dispositions des articles 13 et 85 de l'arrêté.

Ce montant a pour objet la mise en œuvre d'une démarche d'évaluation qualitative intersectorielle sur la base d'un projet tel que prévu à l'article 172 du décret.

Art. 86octies. En application de l'article 168sexies du décret, le Collège accorde à l'organisme représentatif et de coordination intersectorielle agréé une subvention forfaitaire de 145.000 euros. ».

Art. 88. A l'article 88 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ les mots « ou aux centres social santé intégrés » sont insérés entre les mots « la démarche d'évaluation qualitative propres à leurs secteurs » et les mots « et en lien avec les missions » ;

2/ les mots « de ces secteurs » sont remplacés par les mots « de ces services ambulatoires ».

Art. 89. A l'article 89 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1/ au § 1^{er}, les mots « le ou » sont insérés entre les mots « les services ambulatoires et organismes, » et les mots « les membres compétents » ;

2/ au § 2, les mots « aux membres compétents du Collège » sont remplacés par les mots « au(x) membre(s) compétent(s) du Collège » ;

3/ au § 3, les mots « ainsi que pour les centres social santé intégrés » sont insérés entre les mots « la liste de dix thèmes de travail par secteur » et les mots « et les transmettent aux services ambulatoires ».

Art. 90. A l'article 92 du même arrêté, le nombre « 1.000 » est remplacé par le nombre « 1.390 ».

Art. 91. L'article 93 du même arrêté est abrogé.

Art. 92. A l'article 94 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1/ les mots « ou par voie électronique » sont insérés entre les mots « par simple courrier » et la « , » ;
- 2/ les mots « Le membre compétent du Collège instruit » sont remplacés par les mots « Les services du Collège instruisent ».

Art. 93. Le titre *Vbis* du même arrêté est abrogé.

Art. 94. A l'article 95 du même arrêté, le chiffre « 20.810 » est remplacé par le chiffre « 28.900 ».

Art. 95. Dans le même arrêté, un article *96bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. *96bis*. L'article 3 du présent arrêté est abrogé dès l'entrée en vigueur d'une programmation conjointe entre la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune. ».

Art. 96. Dans le même arrêté, un article *96ter* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. *96ter*. Les personnes subventionnées lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté qui assurent la fonction de prévention et animation dans un centre de planning familial et qui ne possèdent pas une des qualifications requises peuvent conserver leur emploi, compléter leur horaire de travail dans un autre centre de planning familial ou exercer le même travail dans un autre centre de planning familial. ».

Art. 97. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2024.

Fait à Bruxelles, le 8 février 2024.

Par le Collège :

Le Membre du Collège en charge de l'Action Sociale et de la Santé,

A. MARON

La Présidente du Collège, en charge de la Famille,

B. TRACHTE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2024/006333]

8 FEBRUARI 2024. — Besluit tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid

Artikel 1. In het hele besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid worden enerzijds de woorden "actieve diensten op het vlak van de toxicomanie" en "diensten die actief zijn op het vlak van de toxicomanie" en anderzijds de woorden "actieve dienst op het vlak van de toxicomanie" vervangen door de woorden "diensten die actief zijn op het gebied van drugs en verslavingen" enerzijds en door "dienst die actief is op het gebied van drugs en verslavingen" anderzijds.

Art. 2. In het hele besluit worden de woorden "centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten" vervangen door de woorden "dienst voor coördinatie van thuisverzorging en -hulp" en de woorden "centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten" worden vervangen door de woorden "diensten voor coördinatie van thuisverzorging en -hulp".

Art. 3. In het hele besluit worden de woorden "het bestuur" en "de administratie" vervangen door de woorden "de diensten van het College".

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ punt 4^o wordt opgeheven;
- 2/ het voormalige punt 5^o wordt het nieuwe punt 4^o;
- 3/ het voormalige punt 6^o wordt het nieuwe punt 5^o.

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ in het eerste lid:
 - wordt het woord "of via elektronische weg" ingevoegd tussen de woorden "een gewone brief" en de woorden "in bij het bevoegd lid";
 - worden de woorden "het bevoegd lid" vervangen door de woorden "de diensten";
 - worden de woorden "Het bevoegd lid onderzoekt" vervangen door de woorden "De diensten van het College onderzoeken";
- 2/ in het tweede lid:
 - wordt het woord "deelt" vervangen door het woord "delen";
 - worden de woorden "Het bevoegde Collegelid neemt" vervangen door de woorden "De diensten van het College nemen".

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "of via elektronische weg" ingevoegd tussen de woorden "een gewone brief" en de woorden ", aan het Bestuur".

Art. 8. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ de woorden “hangt de dienst het maximumbedrag van de raadplegingen uit in een voor het publiek toegankelijk lokaal” worden vervangen door de woorden “zorgt de ambulante dienst ervoor dat de gebruiker op de hoogte is van de kosten van zijn raadpleging en stelt alles in het werk om ervoor te zorgen dat hij het prijsbeleid van de dienst begrijpt”;

2/ de woorden “de begunstigden” worden ingevoegd tussen de woorden “ambulante dienst” en de woorden “op geschikte wijze”.

Art. 9. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden “of via elektronische weg” ingevoegd tussen de woorden “een gewone brief” en de woorden “, een met redenen omklede aanvraag”.

Art. 11. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het woord “begunstigden” vervangen door het woord “gebruikers”.

Art. 12. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in het eerste lid wordt het getal “2008” vervangen door het getal “2022”;

2/ in het tweede lid wordt het getal “2010” vervangen door het getal “2023”.

Art. 13. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ een nieuwe § 2 wordt ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 2. De vereniging zonder winst oogmerk met meerdere erkenningen als ambulante dienst kan één dossier indienen met alle bewijsstukken voor de verschillende erkenningen, volgens de door het College vastgestelde modaliteiten.”;

2/ de voormalige § 2 wordt de nieuwe § 3.

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 13bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 13bis. In toepassing van artikel 125 van het decreet dienen de ambulante diensten uiterlijk tegen 15 april van het daaropvolgende jaar een verslag in bij de diensten van het College over de inkomsten uit honoraria, tegemoetkomingen en bijdragen in de kosten die de ambulante dienst ontvangt van gebruikers of een instelling.

In dat verslag wordt de bron van inkomsten verduidelijkt op basis van het soort opdracht of activiteit.

De diensten van het College stellen een modelverslag op.”.

Art. 15. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in de eerste zin van het eerste lid worden de woorden “en een VTE van het niveau hoger middelbaar onderwijs voor de onthaal- en secretariaatsfunctie” ingevoegd tussen de woorden “in de psychiatrie gespecialiseerde arts” en het “.”;

2/ in het derde lid wordt het getal “45” vervangen door het getal “71,40”.

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 15bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 15bis. § 1. In toepassing van artikel 138ter van het decreet bedraagt de minimale forfaitaire toelage die aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt toegekend voor de activiteiten uit artikel 4, § 1, 4°, d), e) en f) respectievelijk:

1° 69.700 euro voor ontmoetingsplaatsen;

2° 69.700 euro voor outreaching;

3° 69.700 euro voor het aanbod van steun aan andere actoren op het terrein.

De bijkomende toelagen bedoeld in § 1 kunnen ook worden toegewezen aan werkings- en/of personeelskosten bovenop het minimumkader bedoeld in artikel 34 van het decreet.”.

Art. 17. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden “of via elektronische weg” ingevoegd tussen de woorden “een gewone brief” en de woorden “, de diensten van het College”.

Art. 18. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in § 1 wordt het woord “onverwijld” vervangen door de woorden “zo snel mogelijk”;

2/ § 2 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 2. Elke dienst voor geestelijke gezondheid is alle werkdagen open van 10 tot 17 uur, zonder onderbreking. Buiten die uren is hij minstens drie uur per week toegankelijk, te verdelen na 17 uur of op zaterdag.”;

2/ een § 3 wordt ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 3. Fysiek onthaal kan worden vervangen door een telefonische permanentie wanneer het hele team aanwezig moet zijn op interne vergaderingen van de ambulante dienst.”.

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt artikel 18 vervangen door wat volgt:

“Art. 18. § 1. In toepassing van artikel 118 van het decreet zijn de berekeningswijze en de aanvaardbare maximumbedragen voor de werkingskosten de volgende:

1° 24.720 euro voor 4 voltijdsequivalenten;

2° 26.730 euro voor 5 en 6 voltijdsequivalenten;

3° 28.750 euro voor 7 en 8 voltijdsequivalenten;

4° 30.760 euro voor 9 en 10 voltijdsequivalenten;

5° 32.770 euro voor 11 en meer voltijdsequivalenten.

§ 2. Een bijkomend bedrag van 4.310 euro wordt toegekend voor elke bijkomende erkende activiteitenzetel.”.

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 18bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 18bis. In toepassing van artikel 5bis van het decreet moet de dienst voor geestelijke gezondheid om een samenwerking op te zetten met een geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum:

1° een uitbreiding van het kader aanvragen, zoals bedoeld in de artikelen 77 en 78 van het decreet;

2° een samenwerkingsovereenkomst opstellen met het betrokken geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum waarin de arbeidstijd wordt vastgelegd waarbinnen de werknemer of werknemers aanwezig zijn in het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum.”.

Art. 21. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in § 1 wordt het woord “onverwijd” vervangen door de woorden “zo snel mogelijk”;

2/ in § 2:

- wordt het woord “begunstigden” wordt vervangen door het woord “gebruikers”;

- worden de woorden “, de interventiewijzen” ingevoegd tussen de woorden “gebruikers” en “en de door de dienst verzekerde opdrachten”;

3/ § 3 wordt ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 3. Fysiek onthaal kan worden vervangen door een telefonische permanentie wanneer het hele team aanwezig moet zijn op interne vergaderingen van de ambulante dienst.”.

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 20bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 20bis. In toepassing van artikel 8bis van het decreet moet de dienst die actief is op het gebied van drugs en verslavingen om een samenwerking op te zetten met een geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum:

1° een uitbreiding van het kader aanvragen, zoals bedoeld in de artikelen 77 en 78 van het decreet;

2° een samenwerkingsovereenkomst opstellen met het betrokken geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum waarin de arbeidstijd wordt vastgelegd waarbinnen de werknemer of werknemers aanwezig zijn in het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum.”.

Art. 23. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt het getal “14.750” vervangen door het getal “20.480”.

Art. 24. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 22. In toepassing van artikel 127 van het decreet worden de bijkomende middelen voor de personeelskosten en werkingskosten berekend op basis van de volgende criteria:

1° Toekenning van personeelskosten

a) Als er meer dan vier opdrachten worden uitgevoerd, geeft de erkenning van een extra opdracht recht op de toekenning van 0,5 VTE.

b) De erkenning van een bijkomende activiteitenzetel geeft recht op de toekenning van 0,5 VTE per activiteitenzetel. Onder activiteitenzetel wordt een plaats verstaan waar minstens een van de opdrachten wordt uitgevoerd voor 0,5 VTE.

c) De ontwikkeling van een specifieke aanpak die de diversiteit van praktijken garandeert, geeft recht op maximaal 4 extra VTE.

2° Toekenning van werkingskosten

a) Voor een team van meer dan 4 VTE wordt 4.100 euro per extra VTE toegekend.

b) Wanneer het personeel:

- op halftijdse basis werkt in een bijkomende activiteitenzetel, geeft dat recht op 4.100 euro aan werkingskosten;

- op halftijdse basis werkt in twee of meer bijkomende activiteitenzetels, geeft dat recht op 8.200 euro aan werkingskosten;

- op voltijdse basis werkt in een bijkomende activiteitenzetel, geeft dat recht op 8.200 euro aan werkingskosten;

- op voltijdse basis werkt in twee of meer bijkomende activiteitenzetels, geeft dat recht op 16.390 euro aan werkingskosten.

c) De erkenning van de ontwikkeling van een specifieke aanpak geeft recht op maximaal 61.470 euro aan werkingskosten.”.

Art. 25. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 26. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 24. § 1. Het minimumteam bedoeld in artikel 39 van het decreet bestaat ten minste uit drie voltijdsequivalenten voor de functie van maatschappelijk assistent en één voltijdsequivalent voor de administratieve functie.

§ 2. In toepassing van artikel 39, tweede paragraaf, en om een zo goed mogelijke toegang tot de diensten te verzekeren, om tegemoet te komen aan de noden van de territoriale ontwikkeling en om specifieke deskundigheid met betrekking tot de thema's en/of doelgroepen te ondersteunen, kunnen bijkomende middelen voor personeelskosten toegekend worden:

- maximaal 9 VTE voor het ontwikkelen van de toegankelijkheid door het uitbreiden van het aanbod en het specifiek afstemmen ervan op de mensen en/of uitdagingen en/of kenmerken van de omgeving;

- 0,5 VTE per antenne voor de ontwikkeling van bijkomende vestigingen;

- maximaal 3 VTE voor de ontwikkeling van specifieke deskundigheid over bepaalde thema's en/of doelgroepen.”.

Art. 27. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 24bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 24bis. In toepassing van artikel 9 van het decreet ontwikkelt het centrum voor globale sociale actie, afhankelijk van de behoeften van de gebruikers, drie wijzen van interventie die gecombineerd kunnen worden:

1° collectieve actie:

a) heeft tot doel, in interactie met hun leefomgeving, collectieve antwoorden op individuele problemen op te leveren, te ontwikkelen en aan te bieden voor de gebruikers, om de sociale banden en een dynamiek van solidariteit en verantwoordelijkheid tussen personen te herstellen;

b) biedt gebruikers groepsactiviteiten, kennis en methodologische hulpmiddelen aan die hun knowhow kunnen onthullen en hun persoonlijke capaciteiten en autonomie kunnen verwerven of ontwikkelen;

2° sociale gemeenschapsactie:

a) heeft tot doel samen met en voor de gebruikers collectieve antwoorden op collectieve problemen op te leveren, aan te bieden en te ontwikkelen, concrete acties die hun participatie en sociaal en cultureel samenleven bevorderen, alsook isolement en de mechanismen van sociale en culturele uitsluiting voorkomen en bestrijden;

b) baseert zich op:

1. het identificeren van de sociale problemen die zich voordoen via de acties van het centrum voor globale sociale actie, het onderzoeken van hun aard en omvang en het operationeel formuleren van de sociale en structurele veranderingen die worden nagestreefd;

2. het bepalen van de instrumenten en middelen die nodig zijn om die veranderingen te verwezenlijken, rekening houdend met het potentieel van de gebruikers, de middelen die binnen en buiten het centrum voor globale sociale actie beschikbaar zijn en de bijkomende middelen die nodig zijn om de vastgestelde tekortkomingen en moeilijkheden te verhelpen;

3. de bestaande of te implementeren betrokkenheid en complementariteit van de verschillende politieke, institutionele, administratieve en associatieve actoren die betrokken zijn bij de sociale problemen van de gebruikers;

3° individuele hulp die ertoe strekt:

a) de gebruiker te helpen bij het overwinnen van moeilijkheden die specifiek zijn voor zijn situatie, door concrete begeleiding te bieden bij juridische en administratieve procedures en hem zo nodig in zijn eigen leefomgeving te ontmoeten;

b) te reageren op crisissituaties en te voorkomen dat de situatie van de gebruiker uit balans geraakt of verslechtert, in of met zijn leefomgeving;

c) hem de nodige informatie te geven om zijn fundamentele rechten te doen gelden en toegang te krijgen tot alle diensten en instellingen voor bijstand aan personen en gezondheid en tot alle sociale, gezondheids- en culturele middelen en middelen voor permanente educatie die beschikbaar zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

d) de gebruiker te begeleiden en te ondersteunen bij het ontwikkelen of implementeren van persoonlijke oplossingen.”.

Art. 28. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in de eerste zin wordt punt “2°” vervangen door punt “3°”;

2/ in punt 1° worden de woorden “de algemene coördinator” vervangen door de woorden “persoon die instaat voor de coördinatie”;

3° in punt 3° worden het woord “kan” vervangen door het woord “kunnen”.

Art. 29. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 26. In toepassing van artikel 39, § 3, van het decreet wordt de betoelaagde arbeidstijd voor de coördinatie gekoppeld aan de betoelaagde arbeidstijd van de sociale functie. Hij evolueert op de volgende wijze:

1° vanaf 3 VTE voor de sociale functie is 0,50 VTE bedoeld voor de coördinatiefunctie;

2° vanaf 4 VTE voor de sociale functie is 1 VTE bedoeld voor de coördinatiefunctie.”.

Art. 30. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 27. In toepassing van artikel 100 van het decreet wordt de toegankelijkheid voor personen gedurende minstens 30 uur per week verzekerd naargelang de door het centrum bepaalde contactmodaliteiten en de fysieke sociale permanentie die vrij en zonder afspraak is, wordt verzekerd voor minstens vier uur per week door een VTE maatschappelijk assistent en begrensd op 20 uur per week en per centrum, en in voorkomend geval verdeeld over al de activiteitenzetels. Die toegankelijkheid en sociale permanentie worden minstens 230 dagen per jaar gegarandeerd.”.

Art. 31. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in punt 1° wordt het getal “23.500” vervangen door het getal “36.590”;

2/ in punt 2°:

- wordt het getal “1.900” vervangen door het getal “2.640”;

- wordt het getal “2,5” vervangen door het getal “4”.

Art. 32. In artikel 29 van hetzelfde besluit wordt het getal “250” vervangen door het getal “350”.

Art. 33. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ het woord “en” wordt vervangen door een komma;

2/ de woorden “en 0,25 VTE voor de coördinatiefunctie” tussen de woorden “0.16 VTE arts” en het “.”.

Art. 34. In artikel 31, § 2, eerste zin, van hetzelfde besluit worden de woorden “tijdens dewelke de raadplegingen” vervangen door de woorden “waarbinnen minstens 75% van de raadplegingsuren”.

Art. 35. In hetzelfde besluit wordt een artikel 31bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 31bis. In toepassing van artikel 13, § 2, derde lid, van het decreet moet het centrum voor gezinsplanning aan de gebruikers jaarlijks minstens 35 uur aan voorlichtingsactiviteiten op het gebied van het relationele, affectieve en seksuele leven op school aanbieden.”.

Art. 36. In hetzelfde besluit wordt een artikel 31ter ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 31ter. In toepassing van artikel 13bis van het decreet moet het centrum voor gezinsplanning om een samenwerking op te zetten met een geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum:

1° een uitbreiding van het kader aanvragen, zoals bedoeld in de artikelen 77 en 78 van het decreet;

2° een samenwerkingsovereenkomst opstellen met het betrokken geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum waarin de arbeidstijd wordt vastgelegd waarbinnen de werknemer of werknemers aanwezig zijn in het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum.”.

Art. 37. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ de vermelding “§ 1.” wordt opgeheven;
- 2/ het getal “5.750” wordt vervangen door het getal “7.990”;
- 3/ het getal “24.230” wordt vervangen door het getal “33.650”;
- 4/ § 2 wordt opgeheven.

Art. 38. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt het getal “21” vervangen door het getal “28,30”.

Art. 39. In artikel 34, eerste zin, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ het woord “en” wordt opgeheven;
- 2/ de woorden “en de preventie- en animatie” worden ingevoegd tussen het woord “juridische” en het woord “functie”.

Art. 40. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 35. § 1. In toepassing van artikel 100 van het decreet is het wijkgezondheidscentrum minstens 50 uren per week open waarbinnen de fysieke onthaalpermanentie georganiseerd wordt. Die 50 uren kunnen gespreid worden over 5 of 6 werkdagen.

In afwijking op § 1 kan fysiek onthaal worden vervangen door een telefonische permanentie wanneer het hele team aanwezig moet zijn op interne vergaderingen van de ambulante dienst.”.

Art. 41. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ het getal “9.640” wordt vervangen door het getal “13.390”;
- 2/ het getal “1.000” wordt vervangen door het getal “1.110”.

Art. 42. In artikel 36*bis* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ het getal “30” wordt vervangen door het getal “40,40”;
- 2/ een tweede lid wordt ingevoegd, dat luidt als volgt: “De functie van communautaire gezondheid mag niet door meer dan drie leden van het team worden uitgeoefend.”.

Art. 43. In hetzelfde besluit wordt een artikel 36*ter* ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 36*ter*. Een persoon die wordt aangeworven in het kader van een kaderuitbreiding, zoals bepaald in artikel 44*bis* van het decreet, moet minstens een diploma hoger onderwijs van het korte type van maatschappelijk assistent hebben.”.

Art. 44. In hetzelfde besluit wordt een artikel 37*bis* ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 37*bis*. In toepassing van artikel 17*bis* van het decreet moet de dienst voor schuldbemiddeling om een samenwerking op te zetten met een geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum:

1° een uitbreiding van het kader aanvragen, zoals bedoeld in de artikelen 77 en 78 van het decreet;

2° een samenwerkingsovereenkomst opstellen met het betrokken geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum waarin de arbeidstijd wordt vastgelegd waarbinnen de werknemer of werknemers aanwezig zijn in het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum.”.

Art. 45. In artikel 37/1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ het getal “7.000” wordt vervangen door het getal “13.430”;
- 2/ het getal “1.000” wordt vervangen door het getal “1.390”;
- 3/ het getal 1,16 wordt opgeheven;
- 4/ de woorden “boven de basis-VTE” vervangen door de woorden “boven de voor het basisteam voorziene VTE”.

Art. 46. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 47. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 49. In toepassing van artikel 54 van het decreet zijn de criteria met betrekking tot de actieve coördinatiedossiers die in aanmerking komen voor het bepalen van de categorie:

1° het aantal gebruikers met een actief coördinatiedossier per kalenderjaar, dat wil zeggen een dossier met minstens een coördinatie van drie diensten zoals vermeld in artikel 52, § 1, van het decreet;

2° het aantal huisbezoeken georganiseerd door hulp- en zorgcoördinatoren van de dienst;

3° het gebruik van een vragenlijst voor de gebruiker of zijn omgeving met betrekking tot de verstrekte zorgen en diensten.

Die vragenlijst wordt bijgevoegd aan het individueel dossier van de gebruiker na drie maanden dienstverlening of aan het einde ervan wanneer die korter is.

| | categorie 1 | categorie 2 | categorie 3 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| aantal gebruikers met een actief coördinatiedossier | 110 | 200 | 360 |
| aantal huisbezoeken door hulp- en zorgcoördinatoren | 220 | 400 | 720 |

Art. 48. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 49. In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ de woorden “coördinator” worden vervangen door de woorden “hulp- en zorgcoördinator”;

2/ in 1° wordt het getal “2” vervangen door het getal “2,5”;

3/ in 2°, eerste zin,

- wordt het getal “4” vervangen door het getal “4,5”;

- wordt het getal “0,5” vervangen door het getal “1”;

4/ in 3°,

- wordt het getal “3” vervangen door het getal “8”;

- wordt het woord “dag” geschrapt en worden de woorden “en 4 VTE-nachtcoördinatoren” opgeheven.

Art. 50. In artikel 52 van hetzelfde besluit,

1/ in § 2,

- wordt het woord “begunstigde” vervangen door het woord “gebruiker”;

- wordt het woord “centrum” vervangen door het woord “dienst”;

- worden de woorden “thuisverzorging en -diensten” vervangen door de woorden “thuisverzorging en -hulp”;

2/ in § 3, 3°, wordt de term “, senioren-” opgeheven.

Art. 51. In hetzelfde besluit wordt een artikel 53bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 53bis. In toepassing van artikel 24 van het decreet moet de dienst voor coördinatie van thuisverzorging en -hulp om een samenwerking op te zetten met een geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum:

1° een uitbreiding van het kader aanvragen, zoals bedoeld in de artikelen 77 en 78 van het decreet;

2° een samenwerkingsovereenkomst opstellen met het betrokken geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum waarin de arbeidstijd wordt vastgelegd waarbinnen de werknemer of werknemers aanwezig zijn in het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum.”.

Art. 52. In artikel 54 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in 1° wordt het woord “begunstigde” vervangen door het woord “gebruiker”.

2/ in 2° worden de woorden “thuisverzorging en -diensten” vervangen door de woorden “thuisverzorging en -hulp”.

Art. 53. In artikel 55 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in punt 1° wordt het getal “17.700” vervangen door het getal “24.580”;

2/ in punt 2° wordt het getal “35.400” vervangen door het getal “49.160”;

3/ in punt 3° wordt het getal “70.800” vervangen door het getal “98.310”.

Art. 54. In artikel 56 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in § 1,

- wordt het getal “15” vervangen door het getal “21”;

- wordt het getal “2.950” vervangen door het getal “4.100”;

- wordt het getal “5.900” vervangen door het getal “8.200”;

- wordt het getal “8.850” vervangen door het getal “12.290”;

2/ in § 2,

- worden de woorden “van de dienst van categorie 3” opgeheven;

- wordt het getal “26” vervangen door het getal “36,10”.

Art. 55. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 57. In toepassing van artikel 58, § 4, is de erkende en betoelaagde ploeg als volgt samengesteld:

1° voor categorie 1: 0,25 VTE met een diploma hoger onderwijs van het lange type en 0,5 VTE secretariaatsmedewerker;

2° voor categorie 2: 0,75 VTE met een diploma hoger onderwijs van het lange type en 0,5 VTE secretariaatsmedewerker;

3° voor categorie 3: 0,75 VTE met een diploma hoger onderwijs van het lange type en 4,5 VTE met een diploma hoger onderwijs van het korte type en 1 VTE secretariaatsmedewerker.”.

Art. 56. In artikel 58 van hetzelfde besluit wordt punt “1°” vervangen door “§ 3,”.

Art. 57. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 59. In toepassing van artikel 118 van het decreet bedraagt het basisbedrag van de toelage betreffende de werkingskosten van de ambulante dienst minimaal 16.540 euro, waaraan 12.450 euro toegevoegd wordt per bijkomende opdracht. Een deel van de werkingskosten kan besteed worden aan de wachtkosten.”.

Art. 58. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in § 1 wordt het woord “, bejaarden-” opgeheven;

2/ in § 2 wordt de woorden “gezins- en bejaardenhelpers” vervangen door het woord “gezinshelpers”.

Art. 59. Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 61. In toepassing van artikel 130 van het decreet worden de modaliteiten betreffende de organisatie van de dienst voor thuishulp in teams op de volgende manier vastgelegd:

1° Per schijf van 15 VTE helpers moeten de diensten voor thuishulp minstens 1 VTE personeel maatschappelijk assistent of gelijkgesteld, ploegverantwoordelijke, tewerkstellen. Naast de in 2° van artikel 130 van het decreet bedoelde opdrachten, kan deze de opdrachten van contactpersoon zoals omschreven in artikel 111 van het decreet vervullen, wanneer de dienst voor thuishulp niet voldoet aan de noodzakelijke voorwaarde voor de aanstelling van een dienstverantwoordelijke.

2° Naast de 15 VTE helpers, moeten de diensten voor thuishulp altijd beschikken over minstens 1 VTE personeel maatschappelijk assistent of gelijkgesteld, ploegverantwoordelijke.

3° De ploegverantwoordelijke verzekert de omkadering van de gebruikers door de volgende taken te vervullen:

a) Hij voert de sociale enquête thuis uit. De rapporten van de sociale enquêtes die betrekking hebben op de gebruikers moeten opgemaakt worden, telkens de situatie van de gebruiker dit vereist en minstens eenmaal per jaar.

b) Hij draagt de verantwoordelijkheid voor de toekenning, de onderbreking of de weigering van hulp.

In het geval van toekenning, werkt hij een tussenkomstproject uit, verzekert hij de sociale opvolging van de gebruiker en maakt hij een sociaal rapport op voor elke gebruiker. In het geval van onderbreking of weigering van hulp, maakt hij een met redenen omkleed rapport op dat hij bij het dossier van de gebruiker voegt.

c) Hij informeert, in strikte naleving van de deontologie, de naaste familieleden van de gebruiker, de behandelende geneesheer, de vertrouwenspersoon of de dienst voor coördinatie van thuisverzorging en -hulp die hem ten laste heeft, over elke evolutie van de fysieke of psychische gezondheidstoestand of over elk feit dat de gebruiker of een ander in gevaar kan brengen.

d) Hij regelt, in samenwerking met de gezinshelpers, de administratieve stappen die nodig zijn voor het herstel van de rechten van de gebruiker.

e) Hij neemt deel aan de externe coördinatievergaderingen waarop één of meerdere externe interveniënten van de ambulante dienst en één of meerdere helpers aanwezig zijn. Die vergaderingen dienen om de situatie van de gebruikers te evalueren. Zij mogen gemiddeld niet meer dan twintig uren per jaar en per helper in beslag nemen.

3° De omkadering van de helpers door de ploegverantwoordelijke omvat met name:

a) de organisatie van de wekelijkse werkroosters;

b) de dagelijkse opvolging van de werkroosters en de controle van de door de diensten van het College opgelegde documenten;

c) de organisatie en animatie van de wekelijkse interne coördinatievergaderingen van de ploeg waarvan de duur niet minder mag bedragen, voor elke helper, dan een uur per week en niet meer dan gemiddeld twee uur per helper en per week, behoudens een door de diensten van het College toegekende afwijking.

4° De ploegverantwoordelijke is minstens houder van een diploma van een professionele bachelor in de psycho-medische-sociale richting.

5° De jaarlijkse rapporten van sociale enquêtes betreffende de gebruikers moeten conform het door de diensten van het College bepaald model zijn.

6° a) In de diensten voor thuishulp met meer dan 20 VTE-helpers, duidt de ambulante dienst een dienstverantwoordelijke aan die de ploegen coördineert in samenwerking met de ploegverantwoordelijken.

b) In de diensten voor thuishulp die meer dan 20 en minder dan 100 helpers voltijds tewerkstellen, kan de dienstverantwoordelijke eveneens de functies van een ploegverantwoordelijke uitoefenen. De dienstverantwoordelijke verzekert de opdrachten van de algemeen coördinator.

c) In de diensten voor thuishulp met meer dan 100 VTE helpers, duidt de dienst voor thuishulp een directeur aan die de functie van algemeen coördinator verzekert en de dienst- en ploegverantwoordelijke coördineert.

7° De dienstverantwoordelijke is minstens houder van een diploma master of professionele bachelor in de juridische, sociale, medische of paramedische richting.

8° De coördinatie en de overdracht van de informatie die nodig is voor het goed beheer van de ploegen vereisen, vanwege de ploegverantwoordelijken, dat zij de dienstverantwoordelijke elk feit mededelen dat de organisatie van de hulp kan heroriënteren, met name:

a) in het geval van vooropzeg, zwangerschapsverlof of arbeidsongeval evenals de andere omstandigheden die het goed verloop van de aan de gebruiker te geven hulp zouden kunnen storen;

b) elke wijziging van de situatie van de gebruiker, zoals zijn hospitalisatie of overlijden.

9° a) Voor de diensten voor thuishulp met minder dan 100 VTE-helpers, is de dienst voor thuishulp ertoe gehouden een bijkomende omkadering te voorzien wanneer het aantal helpers in actieve dienst met vijf eenheden een veelvoud van twintig overschrijdt gedurende een periode van twee opeenvolgende trimesters.

b) Voor de diensten voor thuishulp met meer dan 100 VTE-helpers, is de dienst voor thuishulp ertoe gehouden een bijkomende omkadering te voorzien wanneer het totaal aantal helpers in actieve dienst de in artikel 130 van het decreet voorziene norm met 10 % overschrijdt.

c) Zijn niet inbegrepen in het personeel in actieve dienst: de helpers in loopbaanonderbreking, in langdurig ziekteverlof, in verwijderingsverlof of in verlof zonder wedde;

10° De dienst voor thuishulp stelt één voltijds administratief medewerker te werk voor 35 voltijdse helpers.”.

Art. 60. In artikel 63 van hetzelfde besluit wordt het woord “begunstigde” vervangen door het woord “gebruiker” en het woord “begunstigden” door het woord “gebruikers”.

Art. 61. In artikel 68 van hetzelfde besluit wordt het woord “ambulante” ingevoegd tussen de woorden “de” en “dienst”.

Art. 62. In artikel 69 van hetzelfde besluit wordt het woord “begunstigde” vervangen door het woord “gebruiker”.

Art. 63. In artikel 70 van hetzelfde besluit wordt het woord “begunstigde” vervangen door het woord “gebruiker”.

Art. 64. In artikel 71 van hetzelfde besluit wordt het woord "begunstigde" vervangen door het woord "gebruiker".

Art. 65. In artikel 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ de woorden "gezins- en bejaardenhulpers" worden vervangen door het woord "gezinshulpers";

2/ in punt 1°:

- in onderdeel a),

o worden de woorden "gezins- en bejaardenhulpers" vervangen door het woord "gezinshulpers";

o wordt het woord "begunstigde" vervangen door het woord "gebruiker";

- in onderdeel e) wordt het woord "ambulante" ingevoegd tussen het woord "de" en het woord "dienst";

3/ in punt 2° worden de woorden "gezins- of bejaardenhulpers" vervangen door het woord "gezinshulpers";

4/ in punt 3°, onderdeel a), wordt het woord "begunstigde" vervangen door het woord "gebruiker";

5/ in punt 4° wordt de term "bejaarden" opgeheven;

6/ in punt 7° worden de woorden "aan het begin van een trimester" vervangen door de woorden "in de tweede maand die volgt op de overschrijding van de spilindex";

7/ er wordt een punt 8° ingevoegd, dat luidt als volgt: "8° Een deel van de quotumuren kan worden besteed aan mentorschap. Die uren mogen worden meegeteld als gewerkte uren. De minister bepaalt het maximumaandeel van de uren van het totale quotum dat als zodanig mag worden geteld. Dat aantal mag niet meer bedragen dan 0,1%".

Art. 66. Artikel 74 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 74. De toelage aangaande de prestaties van de gezinshulpers is geplafonneerd op 4/5 van het maximumaantal betaalde prestatie-uren dat jaarlijks door het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vastgelegd. Voor de huishoudelijke hulpen is ze geplafonneerd op 2/5 van die uren.

De verdeling van maaltijden wordt geplafonneerd op 20% van het jaarlijkse quotum dat wordt toegekend aan elke dienst voor thuishulp".

Art. 67. In artikel 76 van hetzelfde besluit wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "zesendertig".

Art. 68. Artikel 77 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 69. In hetzelfde besluit wordt een artikel 76bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 76bis. In toepassing van artikel 135 van het decreet wordt het voorschot van de eerste twee trimesters van het jaar ten laatste op 15 februari vereffend. Het is gelijk aan vijftiennegentig percent van het bedrag van de toelage van de eerste twee trimesters van het voorgaande jaar. Het voorschot van het derde trimester wordt tegen 1 juni vereffend en is gelijk aan vijftiennegentig percent van het bedrag van de toelage van het derde trimester van het voorgaande jaar. Het voorschot van het vierde trimester wordt tegen 1 september vereffend en is gelijk aan vijftiennegentig percent van het bedrag van de toelage van het vierde trimester van het voorgaande jaar. Het saldo wordt uiterlijk op 31 oktober van het jaar volgend op het boekjaar uitbetaald, op voorwaarde dat de dienst voor thuishulp de balans en de rekening van inkomsten en uitgaven uiterlijk op 30 juni van het daaropvolgende jaar heeft toegezonden".

Art. 70. In artikel 78 van hetzelfde besluit wordt het getal "132.760" vervangen door het getal "184.330".

Art. 71. In artikel 79 van hetzelfde besluit wordt het getal "50.200" vervangen door het getal "69.700".

Art. 72. In hetzelfde besluit wordt een artikel 79bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 79bis. In toepassing van artikel 138 van het decreet bedragen de werkings-, promotie-, opleidings- of personeelskosten bovenop het minimumkader bedoeld in artikel 63 van het decreet en die verband houden met de specifieke opdrachten bedoeld in artikel 31bis 50.000 euro".

Art. 73. In titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit wordt een afdeling III ingevoegd met als opschrift "Afdeling III. – Normen en bepalingen betreffende het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum".

Art. 74. In afdeling III, ingevoegd bij artikel 72 van dit besluit worden de nieuwe artikels 79ter, 79quater, 79quinquies, 79sexies, 79septies, 79octies, 79nonies en 79decies ingevoegd, die luiden als volgt:

"Art. 79ter. § 1. In toepassing van artikel 66 van het decreet legt het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum een erkenningsaanvraagdossier voor aan de diensten van het College, dat het volgende omvat:

- de middelen die worden ingezet om te voldoen aan de opdrachten vermeld in artikel 31quater van het decreet, 1° tot en met 12°;

- de interventiemethoden, activiteiten en actiemodaliteiten die worden uitgevoerd om te voldoen aan de opdrachten van het decreet;

- de manier waarop de begeleiding op het gebied van de somatische gezondheid, geestelijke gezondheid en sociale actie rond de gebruiker worden geïntegreerd;

- de openingsuren en de toegankelijkheidsregels van de dienst;

- het tariefbeleid van de dienst.

§ 2. Het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum dat een inclusieve functie uitoefent, specificceert in het dossier de elementen met betrekking tot de uitvoering van de drie methodes voorzien in artikel 31quinquies van het decreet.

§ 3. De diensten van het College stellen een modeldossier op dat de verschillende elementen bevat met betrekking tot de naleving van de opdrachten en de erkenningsvoorwaarden van het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum.

Art. 79quater. § 1. In toepassing van artikel 63ter en 100 van het decreet is het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum open en toegankelijk van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 19.00 uur.

§ 2. De ambulante dienst staat ook in voor het volgende:

1° medische continuïteit buiten de uren van de Brusselse Wachtdienst;

2° minimaal één uur per dag toegang zonder afspraak voor vragen met betrekking tot somatische gezondheid;

3° een minimum van 30 uur per week sociale begeleiding en toegang daartoe voor de gebruikers, volgens de contactmodaliteiten die door de dienst zijn vastgelegd;

4° een sociale, vrije permanentie zonder afspraak, met een minimum van 4 uur per week per VTE maatschappelijk assistent en een maximum van 20 uur per week per centrum, verdeeld over alle activiteitenzetsels, indien van toepassing. Deze toegankelijkheid en sociale permanentie wordt minstens 230 dagen per jaar verzekerd;

5° sociale en psychologische afspraken tot 19 uur minstens één keer per week;

6° tijdsblokken waarbinnen de consulten worden aangepast aan de situatie van de gebruikers, zodat de meest problematische, multidimensionale situaties en doelgroepen die ver van zorg af staan, kunnen worden behandeld.

§ 3. De dienst verduidelijkt in het dossier dat aan de diensten van het College wordt overgemaakt hoe deze bepalingen worden georganiseerd.

Art. 79*quinquies*. § 1. In toepassing van artikel 31*quater*, § 1, van het decreet organiseert het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum gemeenschapsacties met de gebruikers, waarvan de frequentie, doelstellingen en werkmodaliteiten in het erkenningsaanvraagdossier nader worden bepaald.

§ 2. Het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum zorgt ervoor dat een deel van die acties toegankelijk is zonder voorafgaande registratie en beschrijft de toegangsmodaliteiten van deze acties in het erkenningsdossier.

Art. 79*sexies*. § 1. In toepassing van artikel 31*quinquies* van het decreet moet het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum dat een inclusieve functie heeft, zorgen voor de verzorging van minstens 10% van de gebruikers die recht hebben op dringende medische hulp verstrekt door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op het requisitorium van FEDASIL bij de gebruikers die zijn ingeschreven in het forfaitair systeem of voor wie een globaal medisch dossier is geopend.

De referentieperiode voor de facturatie is 12 maanden.

§ 2. Het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum dat een inclusieve functie heeft, neemt deel aan de instanties en mechanismen die door de overheid zijn opgezet wanneer zich een sociale of gezondheidscrisis voordoet. In die situaties kan het nodig zijn dat de ambulante dienst personeel of ruimte ter beschikking stelt.

§ 3. De inclusieve functie wordt voor 0,5 VTE gefinancierd.

Art. 79*septies*. In toepassing van artikel 31*quater*, § 1, van het decreet zet het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum interprofessionele verbindingsmechanismen op via interdisciplinaire vergaderingen, bijeenkomsten tussen medewerkers van de verschillende diensten van het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum, sectorale bijeenkomsten en thematische bijeenkomsten.

De interprofessionele verbindingsmechanismen moeten rond de gebruiker worden georganiseerd om samenwerking en interdisciplinariteit in de zorg voor gebruikers aan te moedigen en om ruimte te creëren voor supervisie van gebruikers. In dat verband moet het individuele dossier een luik bevatten over interprofessionele begeleiding, met vermelding van het soort diensten dat wordt verleend (somatische gezondheid, geestelijke gezondheid, sociale actie) en in voorkomend geval de doorverwijzingen naar andere professionals.

De modaliteiten met betrekking tot de interprofessionele verbindingsmechanismen worden nader bepaald in het erkenningsdossier.

Art. 79*octies*. In toepassing van artikel 104, § 2, van het decreet wordt het activiteitenverslag van het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum opgesteld met inachtneming van de voorschriften die van toepassing zijn op elke erkenning die het heeft.

Art. 79*nonies*. § 1. De begeleiding bedoeld in artikel 31*sexies* van het decreet wordt verzorgd door de representatieve instellingen voor coördinatie van de wijkgezondheidscentra en de centra voor globale sociale actie.

Daartoe ondertekenen de instellingen een samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. Het doel van de begeleiding is de ontwikkeling van geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra.

Die kan uit het volgende bestaan:

- het slaan van bruggen tussen de representatieve instellingen voor coördinatie om gedeelde ervaring te putten van de begeleiding van welzijns- en gezondheidsstructuren;

- het creëren van middelen voor de begeleiding van het oprichtingsproces, aangepast aan de specifieke kenmerken van de geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra;

- het informeren van de projectdragers van nieuwe geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra tijdens informatiesessies over het proces en de te nemen stappen;

- het samenbrengen van de projecten in een netwerk met de welzijns- en gezondheidsactoren uit de wijk van de vestigingsplaats om de behoeften te diagnosticeren en naar de juiste structuren voor die diagnose door te verwijzen;

- het begeleiden van de projectdragers van nieuwe geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra in de verschillende fasen van het oprichtingsproces van zo'n centrum;

- het aandringen op de juiste planning van de stappen van het proces en de prioritering van acties;

- het begeleiden van het erkenningsaanvraagproces;

- het begeleiden van de diensten gedurende twee jaar na de oprichting van de geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra;

- het organiseren van gezamenlijke vergaderingen tussen de verschillende betrokken sectoren om te controleren of het project in overeenstemming is met de verschillende specifieke opdrachten;

- het bevorderen van het ontstaan van nieuwe projecten door middel van netwerken en het promoten van het mechanisme bij potentiële dragers.

§ 3. De instellingen komen in aanmerking voor een specifieke forfaitaire subsidie van 80.000 euro.

Die subsidie wordt toegekend op aanvraag voor een periode van twee jaar.

De aanvraag moet worden ingediend bij de diensten van het College.

In de aanvraag wordt het volgende vermeld:

- de soort begeleiding die zal worden geboden;

- de instrumenten die ter beschikking zullen worden gesteld;

- het aantal verstrekte diensten per jaar;
- een gedetailleerd plan van de acties, middelen, prestaties en hulpbronnen die zullen worden geïmplementeerd.

De subsidie kan worden verlengd op voorwaarde dat er ten minste drie maanden voor het einde van de vorige periode van twee jaar een evaluatie van de activiteit plaatsvindt en een nieuw plan wordt opgesteld.

Art. 79*decies*. § 1. In toepassing van artikel 118 van het decreet zijn de berekeningswijzen en de maximale toelaatbare bedragen voor de werkingskosten voor het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum opgericht overeenkomstig artikel 63*bis*, 1°, van hetzelfde decreet de volgende:

1° een bedrag van 40.000 euro wordt toegekend voor het team bedoeld in de eerste vijf punten van artikel 63*quinquies* van het decreet;

2° een extra bedrag van 2.640 euro wordt toegekend naar rato van het aantal erkende VTE naast het team bedoeld in punt 1°;

3° een forfaitair bedrag van 30.000 euro bestemd voor de psychologische functie.

§ 2. In toepassing van artikel 118 van het decreet zijn de berekeningswijzen en de maximale toelaatbare bedragen voor de werkingskosten voor het geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum opgericht overeenkomstig artikel 63*bis*, 2° en 3°, van het decreet de volgende: een forfaitair bedrag van 30.000 euro bestemd voor de psychologische functie.”.

Art. 75. Het opschrift van titel III van hetzelfde besluit wordt vervangen door “TITEL III. De representatieve instellingen voor sectorale coördinatie”.

Art. 76. Artikel 80 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 80. § 1. In toepassing van artikel 147, § 1, van het decreet dient de representatieve instelling voor sectorale coördinatie een erkenningsaanvraag in bij de diensten van het College via een eenvoudige brief of via elektronische weg.”.

Art. 77. In artikel 81 van hetzelfde besluit worden de woorden “Het lid van het College onderzoekt” vervangen door de woorden “De diensten van het College onderzoeken”.

Art. 78. Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 79. In artikel 83 van hetzelfde besluit worden de woorden “voor sectorale coördinatie” ingevoegd tussen de woorden “de representatieve instelling” en de woorden “voor de eerste maal”.

Art. 80. In hetzelfde besluit wordt een artikel 83*bis* ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 83*bis*. In toepassing van artikel 142, § 1, 7°, van het decreet kan de opdracht van het centraliseren van de geanonimiseerde gegevens die is toevertrouwd aan de representatieve instellingen voor sectorale coördinatie, voor de sector van de diensten die actief zijn op het gebied van drugs en verslavingen, worden gedelegeerd aan een ondersteunende dienst voor gezondheidsbevordering.”.

Art. 81. In artikel 84, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het getal “2007” vervangen door het getal “2022”.

Art. 82. In hetzelfde besluit wordt een titel III*bis* ingevoegd met als opschrift “TITEL III*bis*. - De representatieve instellingen voor intersectorale coördinatie”.

Art. 83. In artikel 86 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in punt 1° wordt het getal “236.700” vervangen door het getal “328.650”;

2/ in punt 2° wordt het getal “128.900” vervangen door het getal “178.970”;

3/ in punt 3° wordt het getal “91.420” vervangen door het getal “126.940”.

Art. 84. In titel III*bis*, ingevoegd bij artikel 80 van dit besluit, wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift “HOOFDSTUK I. - Erkenningsprocedure”.

Art. 85. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 82 van dit besluit, worden de nieuwe artikelen 86*bis*, 86*ter* en 86*quater* ingevoegd, die luiden als volgt:

“Art. 86*bis*. De representatieve instelling voor intersectorale coördinatie dient een erkenningsaanvraag in bij de diensten van het College via een eenvoudige brief of via elektronische weg.”

Art. 86*ter*. De diensten van het College onderzoeken de erkenningsaanvraag en de procedures voor toekenning, weigering, wijziging en intrekking van de erkenning of gedwongen wijziging van de erkenning en vrijwillige sluiting overeenkomstig artikel 168*quinquies* van het decreet.

Art. 86*quater*. In toepassing van de artikelen 168*bis* en 168*ter* van het decreet kunnen alle erkende ambulante diensten van rechtswege lid zijn van representatieve instellingen voor intersectorale coördinatie, op voorwaarde dat zij een aanvraag indienen.

Art. 86. In titel III*bis*, ingevoegd bij artikel 80 van dit besluit, wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift “HOOFDSTUK II. - Normen en bepalingen betreffende de toelagen”.

Art. 87. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 84 van dit besluit, worden de nieuwe artikelen 86*quinquies*, 86*sexies*, 86*septies* en 86*octies* ingevoegd, die luiden als volgt:

“Art. 86*quinquies*. Het rapport bedoeld in artikel 163, § 1, van het decreet wordt drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voor het eerst overgemaakt door de representatieve instelling voor intersectorale coördinatie.

Het rapport bedoeld in § 2 van hetzelfde artikel wordt overgemaakt binnen zes maanden na het rapport bedoeld in het eerste lid.

Art. 86*sexies*. De bewijsstukken bedoeld in artikel 165, § 2, van het decreet komen overeen met het model dat door de diensten van het College wordt verstrekt en moeten minstens het volgende omvatten:

- 1° de individuele rekening van elk teamlid;
- 2° het attest dat de betaling van de RSZ-bijdragen bewijst;
- 3° het attest dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- 4° het bewijs van de betaling van de honoraria aan de zelfstandigen;
- 5° een kopie van de door de algemene vergadering goedgekeurde inkomsten- en uitgavenrekening en balans;
- 6° indien van toepassing, het bewijs van de neerlegging bij de griffie van de rechtbank van koophandel van de rekeningen en balans.

Art. 86*septies*. In toepassing van artikel 173 van het decreet kent het College jaarlijks een forfaitair bedrag van 55.000 euro toe aan de representatieve instelling voor intersectorale coördinatie. Dat bedrag is opgenomen in de voorschotten bedoeld in artikel 119 van het decreet en wordt gerechtvaardigd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 13 en 85 van het besluit.

Dat bedrag is bestemd voor de uitvoering van een intersectorale kwalitatieve evaluatie op basis van een project zoals bepaald in artikel 172 van het decreet.

Art. 86*octies*. In toepassing van artikel 168*sexties* van het decreet kent het College een forfaitaire subsidie van 145.000 euro toe aan de representatieve instelling voor intersectorale coördinatie.”.

Art. 88. In artikel 88 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ de woorden “of de geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra” worden ingevoegd tussen de woorden “aan hun sectoren” en de woorden “en die verband houden”;
- 2/ de woorden “van die sectoren” worden vervangen door de woorden “van die ambulante diensten”.

Art. 89. In artikel 89 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ in § 1 worden de woorden “het bevoegde lid of” ingevoegd tussen de woorden “maken” en “de bevoegde leden”;
- 2/ in § 2 worden de woorden “aan de bevoegde leden van het College” vervangen door de woorden “aan het bevoegde lid of de bevoegde leden van het College”;
- 3/ in § 3 worden de woorden “en voor de geïntegreerde welzijns- en gezondheidscentra” ingevoegd tussen de woorden “per sector” en de woorden “en maken die over”.

Art. 90. In artikel 92 van hetzelfde besluit wordt het getal “1.000” vervangen door het getal “1.390”.

Art. 91. Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 92. In artikel 94 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1/ de woorden “of via elektronische weg” worden ingevoegd tussen de woorden “door middel van een gewone brief” en de “;”;
- 2/ de woorden “Het bevoegde lid van het College onderzoekt” worden vervangen door de woorden “De diensten van het College onderzoeken”.

Art. 93. Titel *Vbis* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 94. In artikel 95 van hetzelfde besluit wordt het getal “20.810” vervangen door het getal “28.900”.

Art. 95. In hetzelfde besluit wordt een artikel 96*bis* ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 96*bis*. Artikel 3 van dit besluit wordt opgeheven zodra de gezamenlijke programmering van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in werking treedt.”.

Art. 96. In hetzelfde besluit wordt een artikel 96*ter* ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 96*ter*. Personen die betoelaagd zijn op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit en die de preventie- en animatiefunctie uitoefenen in een centrum voor gezinsplanning en die niet over een van de vereiste kwalificaties beschikken, mogen hun job behouden, hun werkuren invullen in een ander centrum voor gezinsplanning of hetzelfde werk uitvoeren in een ander centrum voor gezinsplanning.”.

Art. 97. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2024.

Opgemaakt te Brussel, op 8 februari 2024.

Namens het College :

Het lid van het College bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,
A. MARON

De Voorzitster van het College, bevoegd voor het Gezin,
B. TRACHTE